SALON INTERNATIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE.
2ème Edition
du 31 JAN 02 FÉV 2024
Au Musée National Yaoundé.
Infolines: (+237) 650 16 69 10. | Siveb-cmr.com
siveb

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 026 du Mercredi 08 Novembre 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

BANKING SECTOR

La Regional Bank Reports a 38 % Profit Decline at Mid Year

PAGE 5

IMMIGRATION CANADA

L'envers du décor

Les possibilités d'offres d'étude et d'emploi au Canada s'apparentent à une mine d'or pour certains Camerounais. Seulement, ces offres d'immigration promotionnelles que brandissent certaines compagnies de voyages, s'avèrent être de l'arnaque. Les victimes se dénombrent par centaines voire par milliers au Cameroun.

Page 3

CARREFOUR MARKET

Un 7e supermarché bientôt opérationnel à Douala

PAGE 2

BVMAC

Socapalm Bags 17.4 million FCFA in a Session Transaction

PAGE 5

DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

L'Etat dote Camtel de 812 km de fibre optique

PAGE 6

CARREFOUR MARKET

L'entreprise Carrefour, spécialisée dans le commerce en grande surface a annoncé le 3 novembre dernier, l'inauguration de son 7e supermarché à Bonabéri, le 10 novembre 2023.

Un 7e supermarché bientôt opérationnel à Douala

C'est au cours d'une audience accordée le 3 novembre dernier à Philippe Marcillon, Directeur général de Cfao Retail Cameroun, par Luc Magloire Mbarga Atangana, Ministre du Commerce (Mincommerce), que le Directeur général a annoncé l'inauguration de son 7e supermarché Carrefour Market, au Cameroun, le 10 novembre 2023. Située à Bonabéri, dans le 4e arrondissement de la capitale économique Douala, cette nouvelle enseigne de l'entreprise Carrefour, pionnière de la grande distribution alimentaire au Cameroun, va contribuer à rendre les produits abordables et accessibles aux populations de Bonabéri et ses environs.

Cette énième grande surface marchande, voit le jour après celle de Logpom, mise en service en mars 2023 à Douala. Sa mise en service dote ainsi la ville de Douala, d'un second espace commercial Carrefour Market, depuis le début de l'année 2023. En effet, ces nouveaux supermarchés font partie de la 2e phase du plan d'investissements du couple Cfao Retail-Carrefour au Cameroun, apprend-on du Directeur général Philippe Marcillon.

En clair, le plan d'investissements, intègre également l'ouverture dans la capitale économique Yaoundé, de l'hypermarché PlaYce au quartier Warda, d'une nouvelle enseigne Supeco, la seconde après celle ouverte en 2021 à Douala, spécialisée dans le cash and carry, une technique de vente en gros à des prix dégressifs. C'est-à-dire que plus on achète, plus le produit revient moins cher à l'unité.

Une enseigne de Carrefour Market au Cameroun

Ces nouveaux investissements du couple Cfao Retail-Carrefour au Cameroun, estimés à 30 et 40 milliards de FCFA sur 5 ans, sont entre autres retombées de la première phase du déploiement de Carrefour au Cameroun, qui a nécessité au moins 80 milliards de FCFA d'investissements. En effet, lors de l'inauguration de l'hypermarché PlaYce, en juillet 2022 à Yaoundé, Jean Christophe Brindeau, Directeur général de Cfao avait laissé entendre que : « C'est grâce aux dividendes de la première phase que la deuxième phase en cours d'implémentation s'effectue ».

Avec un total de sept supermarchés Carrefour Market, un hypermarché PlaYce, et deux enseignes Supeco, dont la mise en service aura lieu en fin 2023 ou en début 2024, Cfao Retail et Carrefour veulent davantage densifier et diversifier l'offre étrangère dans la grande distribution au Cameroun, où d'autres enseignes françaises telles Casino et Super U se déploient également. Un état de chose qui permet de raffermir la concurrence avec les opérateurs locaux, dont les supermarchés Dovv, Santa Lucia, Soneco…

Malgré cette concurrence, le constat est clair, les enseignes étrangères ne disposent que d'un nombre limité d'espaces marchants comparativement aux opérateurs locaux, dont Dovv, Santa Lucia… Pour essayer de remédier à cette situation, les supermarchés Carrefour optent pour une stratégie de proximité. Celle-ci consiste à rapprocher au maximum possible ses enseignes des populations.

Raphael Mforlem

MOBILE MONEY

Dans le cadre de la bataille pour le contrôle du marché du Mobile Money, les deux principaux opérateurs en activité au Cameroun ont procédé à une mise à jour de leur grille tarifaire.

MTN ajuste ses tarifs et Orange relève ses plafonds de retrait

12 mois après la révision de ses tarifs, Orange Cameroun procède à une nouvelle mise à jour. Ainsi, à partir du 20 novembre prochain au lieu de 750 000 FCFA, 5 millions de FCFA par semaine contre 1,5 million de FCFA présentement et 10 millions de FCFA par mois contre seulement 4 millions de FCFA par le passé. Orange Cameroun dans sa communication du 30 octobre a précisé que pour les clients premium qui souhaitent aller au-delà, ces seuils peuvent être doublés.

L'opérateur n'a pas donné les raisons de ce relèvement, mais sans doute, cela participe d'une volonté de relever le volume de transactions sur sa plateforme. Cette annonce de l'entreprise dirigée par Patrick Benon survient une semaine après que son principal concurrent MTN Cameroon, ait effectué un ajustement à la hausse de ses tarifs sur le segment des transferts. Ainsi, à compter du 20 novembre prochain, il faudra payer 1000 FCFA pour les transferts Mobile Money allant de 200 001 FCFA à 500 000 FCFA. Ce montant était de 500 FCFA ce qui signifie qu'il a été doublé. « Ces ajustements sont conformes aux réglementations en vigueur et conçues pour assurer la viabilité à long terme de notre service. Nous comprenons l'importance de tarifs équitables pour nos utilisateurs et nous nous engageons à maintenir des tarifs compétitifs. Ces changements visent à couvrir les coûts opérationnels, tout en préservant la qualité de votre expérience MoMo » justifie MTN.

Aucun changement n'a été effectué sur les frais de retrait qui restent à 2 % du montant transféré pour les retraits allant de 2500 FCFA à 250 000 FCFA. Sur le segment des retraits, Orange Cameroun détient les frais les plus bas du marché, soit 1,5 % du montant transféré et un maximum 3 500 FCFA.

Rappelons qu'Orange revendique 70 % des parts de marché sur le segment du Mobile Money au Cameroun. En 2021, la société a comptabilisé des transactions cumulées mensuelles d'un montant de 800 milliards de FCFA, soit 9 600 milliards de FCFA par an. C'est près de deux fois le budget de l'État du Cameroun au cours de l'exercice 2022.

Point de transactions Mobile Money.

Cette domination du marché revendiquée par Orange est prise avec beaucoup de pincettes chez MTN, son principal concurrent. Rappelons que cette mise à jour des tarifs des 2 principaux opérateurs du pays intervient alors que Camtel est en passe de faire son entrée sur ce segment de marché. L'opérateur historique des télécoms au Cameroun vient de lancer un appel d'offres international dans le but de recruter un cabinet chargé de mener l'étude de faisabilité de son « système financier mobile ».

La Rédaction

IMMIGRATION CANADA

Les possibilités d'offres d'étude et d'emploi au Canada s'apparentent à une mine d'or pour certains Camerounais. Seulement, ces offres d'immigration promotionnelles que brandissent certaines compagnies de voyages, s'avèrent être de l'arnaque. Les victimes se dénombrent par centaines voire par milliers au Cameroun.

L'envers du décor

Ils sont nombreux ces Camerounais qui s'aventurent à l'étranger pour les études ou à la quête d'un meilleur être. Après constat, la destination Canada depuis quelque temps est très prisée par les Camerounais tant pour les études que pour l'emploi. D'après une enquête réalisée dans la ville de Yaoundé, on dénombre environ 200 structures de voyage qui disposent de sièges et d'autres qui offrent leurs services, que sur le digital, notamment Facebook et WhatsApp…

En effet, environ 70 % de ces structures recensées à Yaoundé, évoluent de façon clandestine, car elles ne disposent d'aucun agrément. À côté de ce constat, certaines de ces structures qui font miroiter aux usagers la destination Canada via des procédures d'immigration promotionnelle courtes et extra-rapides, tant pour les études que pour l'emploi et à des coûts exorbitants pour certains et défiant toute concurrence pour d'autres, font objet de faux et d'arnaque.

Après investigation, il a été donné de constater que si la demande d'immigration est haussière depuis quelque temps, elle est due au fait que le Canada, connaît une population vieillissante, et a besoin de la main d'œuvre pour maintenir son niveau de développement. Que ce soit pour les études ou pour l'emploi, les Camerounais voient en cette destination, des avantages économiques. Dans le premier cas par exemple, « les parents se disent simplement qu'en envoyant leurs enfants étudier à l'étranger, ils obtiennent un diplôme occidental qui varie avec celui du Cameroun. Une fois de retour au pays, ils ont plus de chance d'obtenir un emploi que les autres », révèle Henri Semplice Tchangang Nziemi, Consultant réglementé en immigration au Canada et promoteur de l'Agence « Immigration Efficace Canada ».

Face à ce désir manifeste d'immigrer, les compagnies spécialisées en immigration, reconnues par l'Etat ou pas, tendent les bras à ceux des Camerounais, prêts à partir. Seulement, la prudence est de mise, car tout ce qui brille n'est pas or. « L'apparence y est pour beaucoup. Les Camerounais se font arnaquer par certaines compagnies tout simplement parce que les promoteurs roulent carrosse, mettent de beaux costumes, et ont de beaux bureaux. Malheureusement, ils n'ont pas l'expertise en matière d'immigration », apprend-on de l'expert.

En effet, l'arnaque a fait son nid au sein de l'activité, les agences brandissent des destinations ronflantes, garantissent une insertion professionnelle et rassurent aussi des délais raccourcis pour l'obtention du visa. Sauf qu'au bout du compte, la porte de l'immigration se referme avant la solution miroitée et l'argent volatilisé. « Si une compagnie vous dit qu'elle vous garantit le visa à 100 % au bout d'une ou de trois semaines, c'est impossible. Et c'est exactement ça de l'arnaque, car le visa s'obtient à la suite d'un processus », renseigne, Henri Semplice Tchangang Nziemi.

La procédure Express de visa de 6 mois pour le Canada, est également l'un des facteurs qui contribue à arnaquer les usagers. Selon le Consultant réglementé, « la procédure Express, est destinée aux travailleurs. En effet, lorsque vous remplissez les critères et que le gouvernement canadien a décidé de faire des tirages, il est possible que votre dossier soit retenu et que vous puissiez vous rendre au Canada au bout de 6 mois. Mais il faut préciser que la procédure Express, ne garantit pas un départ pour le Canada en 6 mois. Vous pouvez introduire votre dossier pour une procédure Express et après 5 ans vous n'obtenez par de visa. Donc, il faut se faire évaluer au préalable afin que l'on vous dise exactement ce que vous pouvez espérer ». En clair, la procédure Express de 6 mois, est possibilité, mais elle n'est pas une garantie, au regard de ce que c'est le gouvernement canadien qui prend des décisions et non les consultants en immigration, apprend-on.

En outre, immigrer au Canada ou jouir d'un permis de résidence, requière l'assistance d'un consultant agrée en immigration. Voilà pourquoi, au terme de leurs études au Canada, certains étudiants étrangers trouver la résidence permanente et d'autres regagnent leur pays d'origine. « Généralement un étudiant parti poursuivre ses études à l'étranger, c'est quelqu'un qui détient un visa de résidence temporaire, il devrait au terme de ses études retourner dans son pays. Mais en fonction de la manière donc son dossier a été monté et en fonction de certains critères, il y a des étudiants qui une fois au Canada, obtiennent un permis de travail et par la suite, ils peuvent obtenir facilement un permis de résidence en fonction des écoles ou ils ont étudié et de la durée de la formation. Alors, lorsque vous faites un dossier pour le Canada, prenez la peine de savoir si l'objectif, c'est de rentrer au Cameroun ou de rester au Canada à la fin de vos études. D'où l'invite aux intéressés à consulter des spécialistes lorsqu'ils ne sont pas capables de lire une offre et de la comprendre », fait savoir le promoteur de l'Agence Immigration Efficace Canada.

Quant aux diplômés camerounais qui souhaitent partir du pays, il y a des possibilités d'offre d'emploi au Canada pour ces derniers, mais l'idéal serait de ne pas se fier aux annonces que brandissent les agences de voyage. Henri Semplice Tchangang Nziemi, renseigne que : « Dans la plupart des cas, les affiches sont une politique de marketing pour attirer la clientèle. Les offres d'emploi sont disponibles et les intéressés postulent de par le monde. Malgré le fait que le Canada est à la quête des travailleurs, les offres d'emploi sont très compétitives et ne sont pas garanties. Donc, il y a des offres d'emploi, mais il n'est pas facile de les obtenir ».

Dans le but d'éviter de se faire arnaquer, par certaines agences de voyages, qui font miroiter de belles offres, il faut se rassurer de ce que votre intermédiaire est agréé en immigration. Et pour le vérifier, c'est simple. « Si vous voulez par exemple savoir si je suis consultant agrée en immigration, allez sur Internet, saisissez mon nom, Tchagang Nziemi Henri Simplice, et vous verrez exactement ce nom sur la liste des consultants reconnus en immigration », révèle l'expert.

Raphael Mforlem

PUBLIC DEBT

The Autonomous Amortization Fund (CAA), management structure for all public borrowing funds of the state and its divisions, reports the outstanding public debt at 12,510 billion FCFA on September 30, 2023. This outstanding amount is down by 0.2 % year-on-year against an increase of 2.9 % quarter-on-quarter and an increase of 1.4 % compared to the previous month.

Cameroon Registers Over 12,500 billion at the end of September

Overall, Cameroon's public debt is under control during the period under review, but the large stock of foreign currency borrowings exposes the country to exchange rate risk. Statistics show that it cost Yaounde 573 billion FCFA in 2022, hence the importance of favoring loans in local currency.

On a monthly basis, this increase is noticeable through the two components of the public debt that are the external debt (8,052 billion against 7,985 billion FCFA in August) and the internal debt (3,571 billion FCFA against 3,471 billion at the end of August). As for the debt/GDP ratio, it is at 43.9 %, which is very much below the 70 % threshold in force in the Cemac.

Taken globally, the evolution of the public debt is the result of accumulation of budget deficits of the Cameroonian state over the years. External debt represents 70.4 % of the overall portfolio, which, according to the CAA, is equivalent to a real exposure to currency risk of 42.9 % of the portfolio, taking into account the debt denominated in euros, which represents 27.5 % of the total debt. We recall that in September 2022, the CAA had indicated that Cameroon's debt had jumped by 573 billion in a year, because the euro, the currency to which the FCFA is pegged, had lost 19 % of its value against the dollar. "Due to this depreciation, the stock of external public debt has recorded an increase of 245 billion FCFA monthly, 480 billion FCFA quarterly, and 573 billion FCFA over a year," said Richard Evina Obam, then Director General of the CAA.

Louis Paul Motaze, Minister of Finance

Moreover, the debt service, which includes the repayment of the principal and the payment of the interest due on the debt, amounted to 896.1 billion FCFA at the end of September, of which 76.7 % of repayment of the principal and 23.3 % of repayment of interest and commissions.

Sorelle Ninguem

CONTRACTS IN DISREPAIR

The leader of the life insurance market in Cameroon, Allianz Assurance has opened the ball with the handover of 1.5 billion FCFA fund transfer to the Caisse de Dépôts et Consignations du Cameroun. The public institution plans to deploy with the other actors concerned, despite slagging réactions.

Allianz Assurances Cameroon Make a 1.5 billion FCFA Fund Transfer to Cdec

Operational since the beginning of the year, the Caisse de Dépôts et de Consignations du Cameroun (Cdec), the operational arm of the State in terms of savings management and financing of public and private projects, is starting a stage in the mobilization of financial dues from debtors. The Life branch of the insurer Allianz Cameroon settled it's debt to the Cdec this Tuesday, October 31, representing its portfolio of funds relating to the contracts of disinheritance.

The fund transfer is a result of life assurance contracts or other contracts that have come to an end and of which the culminated capital has neither been claimed nor paid to the beneficiaries at its maturity or after the death of its holder. The transfer of these funds is thus an obligation of the Cima code which stipulates that at the end of the prescribed limit period, the funds from the above mentioned contracts are deposited to the Cdec. Allianz therefore becomes the first insurance company in Cameroon to comply with this requirement and first also the first Cameroonian entity to hand over to the Cdec, the resources due to it.

In a press release, the Cdec said that this was the culmination of the long discussions with the insurance company.

After this first successful coup, the state structure intends to intensify talks with the 26 other insurance companies operating in the country. Other public and private actors who hold the treasury owed to the Cdec have also been approached by the organization, including ; commercial banks, notaries, bailiffs, the Ministry of Public Procurement (Minmap), the Public Procurement Regulatory Agency (Armp) among others. In order to better make its message heard, the Cdec says it has adopted a "participatory approach" through awareness-raising meetings of these different actors.

It is worth noting that « By virtue of its economic model, the Cdec is obliged to refund the amounts claimed on the first request, as soon as a beneficiary or his successor in title presents himself with all the supporting documents required in accordance with the procedures put in place ».

According to the 2008 law governing deposits and consignments and organized by Decree N°2011-105 of April 15, 2011, public and private resources falling within the scope of the Cdec are classified into 4 categories : deposits (client funds held by court assistants, deposits made by notaries, administrators and judicial agents, in execution of their function, funds from inactive accounts of banking institutions), administrative consignments (caution bonds of public accountants and ministerial public officers, caution bonds on public contracts , consignments for criminal labor, etc.), judicial consignments and conventional consignments.

SN

BANKING SECTOR

Despite an increase in its activity, La Regional Bank is reported to be facing profit decline of up to 38 per cent by mid year 2023. Sources also say this counter performance stems from new expenses related to the transition of this micro-finance institution to a bank.

La Regional Bank Reports a 38 % Profit Decline at Mid Year

La Regional Bank posted a profit before taxes of 779.2 million FCFA in the first half of 2023 against 1.2 billion FCFA, a decrease of 37.9 % year-on-year. Reports from viable sources say the decrease is explained by the banks expenses (provisions for general banking risks relating to the portfolio of healthy and sensitive debts, contributions to the Central African Deposit Guarantee Fund, contribution to the Professional Association of credit institutions of Cameroon, recruitment of new resources with banking experience, and so on.

However, despite this performance decline, La Regional Bank records a bullish turnover of 3.05 billion FCFA in the first half of 2023 against 3.03 billion during the same period in 2022 (+ 25.5 million FCFA). The

net banking product in the same comparative period shows an increase of 101.6 million FCFA, or 2.7 billion FCFA as of June 30, 2023 against 2.6 billion FCFA in 2022.

For the second half of 2023, the bank is optimistic. « In the second half of the year, the overall performance should improve due to the displayed resilience of the institution which is benefiting in its traditional market segments from the economic recovery », says the bank.

The current year 2023 appears to be the first financial year of La Regional Bank as a credit institution. Indeed, the institution obtained its accreditation as a universal bank on September 2, 2022. The linear comparison of the data of the first six months of 2023 compared to 2022 should integrate the financial consequences of the transition to banking, thus the fluctuation of its net turnover.

Sorelle Ninguem

BVMAC

According to the listing session of October 27, 2023 consulted by EcoMatin, the Cameroonian Company of Palmeraies (Socapalm) listed on the Central African stock exchange (Bvmac) has announced a transaction of 17.4 million FCFA. This comes after the announcement of its positive net result at the end of June 2023, where investors run with 348 shares exchanged at a unit price of 50,000 FCFA.

Socapalm Bags 17.4 million FCFA in a Session Transaction

After the announcement of its profit in the first half of 2023, Socapalm makes investors run on the regional stock market. At the end of June 2023, the subsidiary of Luxembourg's Socfin achieved a net profit of 19.5 billion FCFA, compared to 17.4 billion during the same period in 2022. This represents an increase of 11.8 % year-on-year. The net result after taxes on June 30, 2023, amounts to 13.7 billion against 11.8 billion during the same period last year, an increase of nearly 2 billion FCFA (+ 15.6 %) year-on-year.

According to this agro-industry specializing in palm oil production, this improvement is due to the increase of 7.4 billion FCFA, or 14.5 % of its turnover compared to the first half of 2022. This growth indicates the company, is « consecutive to the increase in the approved selling price of crude palm oil and a better upgrading of palm growers which have counterbalanced the decrease in crude palm oil production which has gone from 110,445 tons at the end of June 2022 to 96,918 tons at the same period in 2023, a decrease of 12.2 % ».

Apart from the Socapalm transactions, the equity compartment also registers 55 Regional securities exchanged at a unit price of 42,500 FCFA (with a stable price compared to its previous day's closing level), for a total amount of 2.3 million FCFA. Compared to the thirty or so exchanges on the African continent, these transactions are tiny compared to the operations registered with its West African twin, The Regional Stock Exchange (Brvm).

To reverse the trend, several charm operations are organized by regulators like the Bvmac in order to boost the Central African Securities Exchange. The latest is the international Insurance symposium in Douala, organized by Cima, the stock exchange company Financia Capital and the Bridge Consulting & Partners Firm. The objective being to perfect the relations between insurers and the financial market.

Bvmac headquarters in Douala

SN

CONJONCTURE

DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

La signature de la convention de rétrocession de cet important matériel qui va contribuer à faciliter l'accès au réseau internet entre le ministre des Postes et télécommunications et la Directrice générale de Camtel, a eu lieu le 30 octobre dernier à Yaoundé.

L'Etat dote Camtel de 812 km de fibre optique

C'est une nouvelle page qui s'ouvre pour la Cameroon Télécommunication (Camtel). En effet, l'Etat via son ministre des Postes et télécommunication, a procédé à la dotation de 812 km de fibre optique à 78 brins. La convention a été ratifiée le 30 octobre dernier à Yaoundé entre le Minpostel, Minette Libom Li Likeng et la Directrice générale de Camtel, Judith Ya Sunday. Cette rétrocession vient doper l'accès à Internet au Cameroun, comme le confie Judith Ya Sunday. « Cette rétrocession consiste à l'exploitation de 78 brins du câble à fibre optique posé sur le réseau de transport de l'énergie électrique ».

De façon précise, il s'agit d'un câble à fibre optique, posé en aérien sur le Réseau Interconnecté Sud (RIS) de l'opérateur de l'énergie électrique au Cameroun, Eneo. Ledit câble, va survoler les régions du Centre, Sud, Littoral, Sud-ouest, Ouest et du Nord-ouest respectivement à travers les villes de Yaoundé, Boumnyebel, Edéa, Kribi, Douala, Limbe, Nkongsamba, Bafoussam et Bamenda.

La Cameroon Telecommunication (Camtel) a donc pour mission, de tirer profit de cette innovation pour moderniser la qualité des services de télécommunications au Cameroun. « En offrant des débits Internet ultra-rapides, la fibre optique Etat, vient d'ouvrir la porte à de nouvelles possibilités que ce soit pour le télétravail, l'e-commerce, la télémédecine, l'éducation à distance ou encore pour le développement de technologies avancées telles que l'internet des objets et la réalité virtuelle », a souligné Minette Libom Li Likeng.

En outre, cette convention signée le 30 octobre dernier, est l'aboutissement d'une concertation entamée le 19 septembre 2016 entre le Minpostel, le Minee, l'ART, Camtel, la Sonatrel et Eneo. À en croire Minette Libom Li Likeng, Ministre des Postes et télécommunications : « L'infrastructure dont nous confions ce jour la gestion à l'opérateur des télécommunications, est un réseau de communications électroniques long de 812 kilomètres de câble à fibre optique à 96 brins existants, comprenant 48 brins de norme G 652-D et 48 brins de norme G656. Ce réseau qui traverse les régions du Sud, du Centre, du Littoral, de l'Ouest et du Nord-ouest, compte 18 points de sortie dont neuf ont déjà été prolongés vers le réseau de transport de Camtel », a-t-elle indiqué.

Signature de la convention de rétrocession de la fibre optique en le Minpostel et la DG de Camtel

Rappelons que les 812 km de fibre optique rétrocédés à Camtel viennent s'ajouter aux 12 000 km déjà détenus par l'opérateur. Elles viennent donc en appui aux liaisons terrestres sur lesquelles des coupures récurrentes sont engendrées par des travaux d'aménagement routier. En outre, cette fibre va contribuer à élargir le réseau haut débit et la facilitation de l'accès à Internet dans les zones reculées. Le Minpostel renseigne que : « Camtel devra s'assurer que ces investissements soient rentables sur le plan de l'accroissement de l'accès, en luttant contre la fracture numérique, sur le plan de la gestion responsable de l'infrastructure ».

Au regard de ce qui précède, les populations espèrent bénéficier d'une offre de service internet de qualité dans les tous prochains mois.

Raphael Mforlem

SECTEUR INFORMEL

Ce chiffre est contenu dans la troisième Enquête sur l'emploi et le secteur informel (Eesi3), rendue public en début novembre 2023 par l'Institut national de la statistique (INS).

Le revenu moyen des travailleurs est de 83 409 FCFA

Selon le document rendu public par l'INS, le revenu moyen des travailleurs du secteur informel est de 83 409 FCFA par mois. Il varie de 96 367 FCFA chez les travailleurs du milieu urbain à 59 520 FCFA chez ceux du milieu rural. Une heure travaillée dans ce secteur rapporte en moyenne 669 FCFA comme revenu de l'emploi. Le revenu mensuel moyen des patrons (181 200 FCFA) est pratiquement le double de celui des travailleurs pour compte propre (93 500 FCFA).

Réalisée en 2021, l'enquête sur le secteur informel (phase 2) a permis de recenser 4 762 unités de production informelles (UPI) non-agricoles et d'enquêter sur 4 576, soit un taux de couverture de 96,1 %. Le rapport révèle que le taux de salarisation est faible avec seulement 6 travailleurs sur 100 qui sont salariés. Ce faible niveau de salarisation est plus observé dans l'industrie (9,6 %) que dans les services (4,7 %) et le commerce (3,3 %).

La main-d'œuvre des UPI est majoritairement composée des travailleurs pour compte propre (78,3 %). Cette proportion est plus élevée dans la main-d'œuvre féminine (85,1 %) comparativement aux hommes (70,6 %). Le secteur des services (35,0 %), révèle le rapport, est celui qui concentre le plus de travailleurs du secteur informel. Un peu plus de la moitié des travailleurs (52,3 %) du secteur informel ont un contrat de travail, soit 2,1 % qui ont un contrat écrit et 50,2 % qui disposent d'un

contrat verbal (adhésion ou gré à gré). Par ailleurs, poursuit le rapport, près de trois travailleurs sur quatre ont appris leur métier tout seul ou par la pratique. L'âge moyen des travailleurs du secteur informel est de 35,7 ans. Elle varie de 37,8 ans dans le secteur du commerce à 34,4 ans dans l'industrie en passant par 35,0 ans dans les services.

S'agissant du financement et investissement dans le secteur informel, le rapport indique qu'un peu plus de la moitié (55,9 %) des promoteurs s'appuie sur leurs ressources propres pour financer le démarrage de leur activité. Le recours aux tontines et aux dons, héritages représente respectivement 12,9 % et 16,3 %. Le montant moyen du capital est de 378 400 FCFA au niveau national alors que la moitié des UPI disposent d'un capital inférieur ou égal à 36 000 FCFA, traduisant ainsi de fortes disparités du capital des UPI. Au niveau national, l'investissement annuel réalisé est de 54 milliards de FCFA.

L'étude révèle une évolution des principaux indicateurs du secteur avec un relèvement du revenu mensuel moyen des travailleurs de l'ordre de 37 100 FCFA observé entre 2010 et 2021. Ce relèvement est plus important dans le transport (+45 400 FCFA) et dans la restauration (+46 300 FCFA). Le montant moyen du capital investi par les UPI a connu une augmentation de 183 800 FCFA. Le transport (+579 400 FCFA) et les réparations (+251 400 FCFA) enregistrent les augmentations les plus importantes du capital investi. Seule la restauration (-22 600 FCFA) se démarque avec une baisse du capital investi entre 2010 et 2021.

En rappel, la première enquête de type EESI a été réalisée en 2005 et la deuxième en 2010. Pour l'INS, le secteur informel désigne l'ensemble des unités de production qui ne possèdent pas de numéro de contribuable et, ou ne tiennent pas une comptabilité formelle.

Frédéric Nonos

FINANCEMENT DU TERRORISME

Le président de la République Paul Biya, a procédé à la création d'un Comité de coordination en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive. C'était le 30 octobre dernier.

Le pouvoir de l'Anif renforcé

Créée il y a environ 20 ans, l'Agence nationale d'investigations financières (Anif), vient de recevoir un souffle nouveau. Dans un décret du président de la République signé en date du 30 octobre 2023, l'on peut lire : « Création, organisation et fonctionnement du Comité de coordination des politiques nationales de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive ». Le nouvel organe, est placé sous l'autorité de Louis Paul Motaze, ministre des Finances.

En effet, le décret du chef de l'Etat fait suite à la crise sécuritaire qui perdure à l'Extrême-nord depuis 2014, au Nord-Ouest et au Sud-Ouest depuis 2016, aux détournements des deniers publics et à l'enrichissement illicite qui sont toujours d'actualité. Autant de facteurs qui ont conduit à intégrer le Cameroun sur la liste grise des pays soumis à une surveillance renforcée, par le Groupe d'action financière (Gafi). Selon cette institution financière, le Cameroun rejoignait ainsi 23 autres pays présentant des déficiences stratégiques dans leurs régimes de lutte.

À cet effet, Gafi appelait ces juridictions à achever leurs plans d'action rapidement et dans les délais convenus. S'il est vrai que certains pays dont le Cameroun travaillent activement avec l'organisation pour y remédier et se sont engagés à les résoudre rapidement, le pays de Paul Biya a encore du chemin à faire. Pour preuve, si l'on s'appuie sur les données de l'Agence nationale d'investigation financière (Anif), la Commission nationale anticorruption (Conac), dans son rapport 2021, ils chiffrent à 135 milliards FCFA, le préjudice financier subi par l'Etat du Cameroun du fait de la circulation des flux financiers illicites liés au blanchiment d'argent, au financement du terrorisme et aux trafics divers.

Président de la République Paul Biya

Pour inverser la tendance, le Comité récemment, crée aura pour missions, d'assister les pouvoirs publics, les acteurs économiques, sociaux, financiers et non-financiers, monétaires ainsi que la population ; appuyer l'agence nationale d'investigation financière dans la coordination et le suivi des exercices d'auto évaluation mutuelle ; de conduire les travaux d'évaluation des risques et l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive…

Le décret du président de la République reçoit déjà des avis partagés des acteurs du domaine financier et bancaire. Guy Roland Engono Moro, analyste financier, estime que le décret du chef de l'Etat arrive à point nommé dans la mesure où, « il vient tirer une sonnette d'alarme sur les fonds qui transitent par les canaux informels », la montée vertigineuse des armes à destruction massive.

Pour sa part, Célestin Nkou Nkou croit savoir que la corruption qui a fait perdre près de 5 milliards de FCFA au Cameroun en 2022, est un réel problème à résoudre notamment au niveau des banques. « Où sont les banquiers probes, intègres et incorruptibles ? Les milliards détournés ou commissions de corrupteurs ne traversent pas les mers à pied, par avion ou par bateau. C'est le câble, le code, l'électronique sophistiquée… », analyse le banquier.

Marius Zogo

PRODUCTION DES CNI

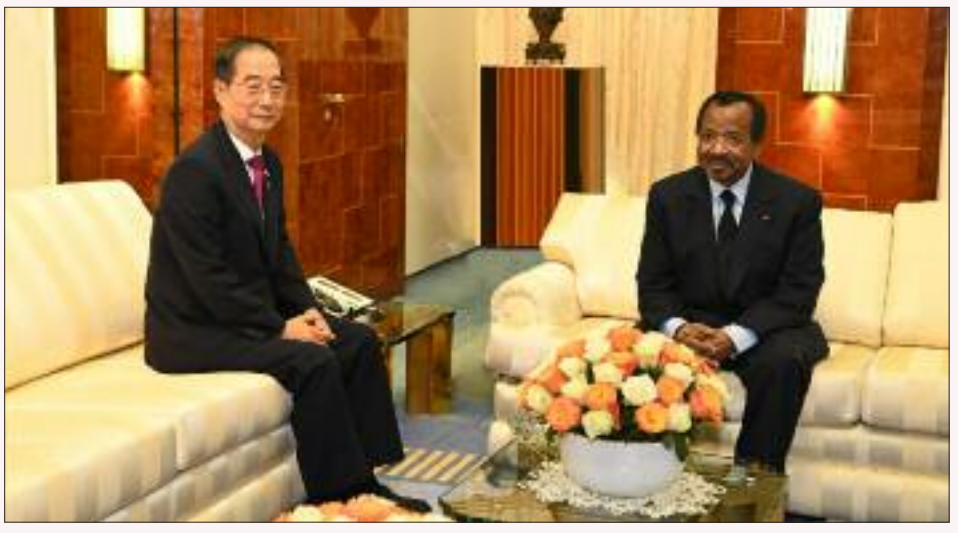
Reçu en audience par le président de la République Paul Biya, lors de sa récente visite au Cameroun, le Premier ministre sud-coréen a fait une offre de production et de sécurisation des cartes nationales d'identité au chef de l'Etat.

La Corée du Sud en voie de remplacer la France

Au cours de son séjourné à Yaoundé du 31 octobre au 1er novembre 2023, Han Duck-Soo, Premier ministre Sud-coréen est venu solliciter le soutien du Cameroun à sa candidature pour l'organisation de l'Exposition universelle 2030. Parallèlement, il a discuté avec les plus hautes autorités camerounaises du renforcement de la coopération entre les deux pays, notamment aux plans économique, technologique et commercial, alors que les échanges entre les deux pays ont atteint 180 milliards FCFA en 2021.

Lors de l'audience à lui accordée par le président de la République, Paul Biya, le 1er novembre 2023, le Premier ministre sud-coréen a fait une offre de sécurisation des titres identitaires camerounais, notamment la carte nationale d'identité (CNI) dont le processus d'obtention demeure un véritable chemin de croix en dépit des avancées technologiques. Han Duck-Soo en a fait mention au sortir du Palais de l'unité. On n'en sait plus sur cette offre de la Corée du Sud qui est connue comme l'un des pays les plus avancés du monde en matière de technologies.

Cette visite intervient un mois seulement après que le délégué général à la Sûreté nationale (Dgsn), Martin Mbarga Nguele, a annoncé la mise en place, sur instruction du chef de l'Etat, d'un nouveau système de délivrance de la CNI en 48 heures, à partir du jour et de l'heure d'enrôlement. Si l'on en croit le patron de la police nationale, ledit système entrera en service dans les tout prochains mois. Martin Mbarga Nguele a ajouté qu'un partenaire technique dont le recrutement est en cours se chargera de construire trois centres autonomes de production à Yaoundé, Douala et Garoua. Des centres modernes d'enrôlement seront également construits dans chacun des sept autres chefs-lieux de régions, qui seront ensuite dotés d'un minimum de 15 postes d'identification chacun ; ce qui fera passer le nombre à l'échelle nationale de 280 actuellement à 543. Et pour un départ, pas moins de 700 kits fixes dotés d'une technologie de pointe vont être installés dans les postes d'identification et 300 autres, mobiles, vont être déployés dans les villes secondaires.



Audience entre le Paul Biya et le Premier ministre Sud coréen

Jean Omer Eyango

siveb
2ème Edition
SALON INTERNATIONAL DE LA CHAINE DE VALEUR
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE
du
31 JAN
02 FÉV
2024
Au Musée National
Yaoundé.
Infolines:
(+237) 650 16 69 10.
Siveb-cmr.com